

SRI LANKA

Un jugement historique annonce-t-il la fin de l'impunité ?

Index AI : ASA 37/17/98

Le jugement historique rendu aujourd'hui par la haute cour de Colombo, condamnant à mort cinq membres des forces de sécurité – reconnus coupables de viol, de "disparition" et de meurtre –, pourrait signifier à l'armée et à la police que les violations des droits humains ne seront plus tolérées, a déclaré Amnesty International aujourd'hui (vendredi 3 juillet 1998).

C'est la première fois que des membres des forces de sécurité se voient infliger une peine si lourde pour de graves violations des droits humains. Tous les cinq ont été reconnus coupables du viol, de la "disparition" et du meurtre de Krishanthy Kumarasamy. Ils ont également été reconnus coupables de la "disparition" et du meurtre de sa mère, de son frère de 16 ans et d'une voisine, en septembre 1996.

« Pendant trop longtemps, les forces de sécurité n'ont pas eu à rendre compte des meurtres qu'elles avaient commis, a déclaré Amnesty International. Nous espérons que ce jugement marquera un tournant décisif dans la lutte contre l'impunité. »

Ces crimes, commis en septembre 1996, ne sont qu'un exemple parmi les innombrables "disparitions" et autres violations des droits humains qui ont eu lieu dans la péninsule de Jaffna. Après l'arrestation des responsables et la nomination d'une commission d'enquête au sein du ministère de la Défense, on a toutefois pu observer un net déclin des cas de "disparitions" signalées.

« L'affaire Krishanthy constitue déjà un élément important qui a permis de faire reculer le nombre des "disparitions" à Sri Lanka, même si ce nombre reste toujours inacceptable, poursuit Amnesty International. Nous espérons que le jugement rendu aujourd'hui contribuera à rétablir l'obligation de rendre des comptes pour toutes les violations des droits humains. »

Des centaines d'autres affaires attendent encore d'être jugées : les rapports établis l'année dernière par les commissions présidentielles d'enquête demandaient d'engager des poursuites sur des cas de "disparitions" et d'autres violations des droits humains, notamment des actes de torture. Nombre de ces violations ont été commises sous le régime précédent. En outre, la commission d'enquête aurait recommandé des poursuites en rapport avec 25 des quelque 700 cas de "disparitions" récemment signalés dans la péninsule de Jaffna. Le premier accusé dans l'affaire Krishanthy, un caporal, aurait déclaré devant le tribunal : « Il y a 300 ou 400 corps dans cette zone », où le corps de Krishanthy et des trois autres personnes ont été découverts. Il a ajouté : « Presque tous les soirs, des cadavres sont emmenés là-bas et les soldats doivent les enterrer ».

Amnesty International a invité les autorités à renforcer les mécanismes d'application des lois, notamment à mettre en place une équipe indépendante d'experts légistes, afin d'aider la police et les autorités judiciaires à rassembler les éléments de preuve qui permettront de mener à bien les poursuites engagées dans ces affaires.

Dans une lettre adressée à la présidente Chandrika Bandaranaike Kumaratunga où elle se félicitait de ce jugement, Amnesty International a également demandé qu'une compensation adéquate soit versée à la sœur de Krishanthy, la seule survivante de la famille.

L'Organisation s'oppose totalement et inconditionnellement à la peine de mort. À Sri Lanka, depuis 1976, l'usage est de commuer toutes les condamnations à mort en peines de réclusion à perpétuité. Amnesty International a exhorté la présidente Chandrika Bandaranaike Kumaratunga à commuer les sentences capitales prononcées contre les cinq membres des forces de sécurité l